

L'après-européennes 2025 : vers une recomposition historique de la droite française ?

écrit par Nicolas Faure | 10 juin 2025



À la faveur des élections européennes de 2024, le

paysage politique français semble avoir traversé une transformation tectonique. L'effondrement progressif des partis traditionnels, la poussée continue du Rassemblement National et la fragilisation de la majorité présidentielle annoncent une recomposition des droites, jusque-là rendue impossible par le poids des tabous historiques. Ce moment de bascule révèle une crise de régime autant qu'une mutation idéologique de fond.

Les élections européennes de juin 2024, loin de constituer un simple baromètre électoral, semblent s'imposer comme un révélateur structurant des dynamiques profondes qui traversent le champ politique français. Le Rassemblement National, en consolidant sa position de premier parti de France, s'affirme comme un acteur incontournable de la scène institutionnelle, non plus seulement sur le mode protestataire, mais désormais dans une posture de pré-gouvernance. À rebours, Les Républicains, dans leur configuration actuelle, apparaissent comme une formation en voie d'extinction, minée par l'ambiguïté stratégique et les tensions internes quant à la ligne idéologique à adopter.

Cette conjoncture particulière pose avec acuité la question d'une **recomposition du bloc conservateur et national**, voire d'une **possible « union des droites »**, terme longtemps honni dans le lexique républicain, mais qui revient avec insistance dans le débat public, porté notamment par des figures comme Éric Ciotti.

Une convergence idéologique en gestation

L'effritement du cordon sanitaire autour du RN ne relève plus seulement d'une hypothèse marginale : il est devenu une tendance observable. À la faveur de la crise existentielle que traversent *Les Républicains*, certains

élus de la droite classique – tels Julien Aubert, François-Xavier Bellamy ou Bruno Retailleau – n’hésitent plus à défendre des positions sur l’immigration, l’identité ou la souveraineté nationale qui convergent largement avec celles du *RN* ou de *Reconquête*.

Plus qu’un simple glissement rhétorique, il s’agit d’une **reconfiguration doctrinale** qui s’opère dans le champ de la droite française : le vieux paradigme du gaullisme social cède progressivement le pas à une droite civilisationnelle, sécuritaire et enracinée, en rupture avec l’universalisme abstrait de la République technocratique.

La mue du Rassemblement National : stratégie ou sincérité ?

Dans le même temps, le RN poursuit sa stratégie de « dédiablement », amorcée il y a plus d’une décennie. Sous l’impulsion de Jordan Bardella, la formation lepéniste adopte une posture de crédibilité gouvernementale : maîtrise du langage, discours économique plus pragmatique, désamorçage de certaines thématiques sulfureuses... Cette évolution n’est pas sans rappeler, toutes proportions gardées, le processus de « normalisation » qu’ont connu d’autres formations européennes, de la Lega en Italie au FPÖ autrichien.

Mais cette transformation apparente du RN est-elle le signe d’une réelle modération doctrinale ou d’une stratégie opportuniste de conquête du pouvoir ? La question reste ouverte, et l’hostilité persistante d’une partie de la haute administration, des médias et de la magistrature témoigne que l’establishment n’a pas encore accepté la légitimité pleine et entière du parti de Marine Le Pen.

Le macronisme en phase terminale ?

En parallèle, la **majorité présidentielle s'effondre**, prise en étau entre une droite renforcée et une gauche divisée. Emmanuel Macron, au crépuscule de son second mandat, ne parvient plus à incarner la centralité politique qu'il avait patiemment construite depuis 2017. L'usure du pouvoir, la verticalité autoritaire du quinquennat, ainsi que la fragmentation interne de Renaissance alimentent un climat de désagrégation politique.

La perspective d'une nouvelle figure centriste capable de succéder à Macron sans son charisme ni sa verticalité paraît d'autant plus incertaine que l'espace du centre est désormais perçu par une partie croissante de la population comme un **lieu du vide politique**, sans ancrage ni projet mobilisateur.

Une gauche pulvérisée, marginalisée, inaudible

La **NUPES**, déjà moribonde avant les élections, n'aura pas survécu à l'épreuve des urnes. Les Insoumis, isolés dans leur posture radicale, peinent à rassembler au-delà de leur noyau militant. **Le Parti socialiste** demeure introuvable, tandis que les écologistes, en dépit de leur ancrage sociétal, ne parviennent pas à traduire leur base culturelle en force politique. L'ensemble de la gauche française semble plongé dans une crise organique durable, incapable de se réinventer idéologiquement.

Cette désintégration progressive du bloc progressiste offre à la droite nationale un espace de conquête inespéré, à condition qu'elle parvienne à dépasser ses clivages internes et à incarner une alternative crédible, cohérente et rassurante.

Crise démocratique ou métamorphose civilisationnelle ?

Enfin, un dernier facteur mérite d'être intégré à cette analyse : la **crise du consentement démocratique**. L'abstention massive, le désintérêt croissant pour les mécanismes électoraux, la défiance envers les institutions, tout cela laisse penser que la recomposition politique en cours n'est pas simplement une alternance partisane classique, mais le symptôme d'une **mutation anthropologique** plus profonde.

Ce que révèlent ces élections européennes de 2024, c'est peut-être moins une victoire du RN qu'un **effondrement progressif du vieux monde**, et la lente montée d'un nouveau paradigme politique, encore informe, mais potentiellement disruptif.

Nicolas Faure. 04/06/2025